



## L'obsession budgétaire est condamnée à l'échec dans ce siècle de l'économie de la santé



**Marc De Vos**

Directeur

Itinera Institute

Ceux qui sont actifs dans les soins de santé connaissent la tension entre ce que les patients attendent et ce que la médecine peut offrir et les budgets peuvent permettre. Au cours de ces vingt-cinq dernières années, les soins de santé en Belgique ont été dominés par la logique de la rationalisation des moyens. Par vagues successives, les autorités ont tenté de maîtriser quelque peu la croissance des moyens et de discipliner quelque peu les différents acteurs du système: hôpitaux, mutuelles, médecins et industrie.

Pourtant, les soins de santé sont restés des montures de luxe. Hors-inflation, les dépenses publiques pour les soins de santé ont crû en moyenne de pratiquement 5% par an, et ce depuis des décennies. Cette croissance moyenne est beaucoup plus élevée que notre croissance moyenne économique. Les dépenses publiques relatives aux soins de santé augmentent donc plus rapidement que les capacités de notre économie. Cette réalité joue en partie au détriment des autres branches de la sécurité sociale. En effet, la part des soins de santé dans la totalité de la sécurité sociale est 70% plus élevée qu'il y a 30 ans. Les soins de santé cannibalisent graduellement les autres secteurs de la sécu, à savoir surtout les pensions, les indemnités de chômage et les allocations familiales.

Cette situation n'a jamais été durable. Pour l'avenir, elle est carrément insupportable. Car le futur signifie vieillissement et nécessité de dépenser plus pour les pensions des babyboomers qui se trouve aujourd'hui à la veille de leur retraite. Or, davantage d'argent pour les pensions signifie moins de budget pour les soins de santé. Dans

## L'obsession budgétaire est condamnée à l'échec dans ce siècle de l'économie de la santé

les prochaines décennies, la croissance annuelle de ce poste devrait se limiter à moins de 3%, ce qui signifie donc une baisse de 40% par rapport au rythme de croissance que nous avons connu tout au long de ces trente dernières années. Parallèlement, la dette publique devrait être ramenée à 60% du PIB d'ici à 2014, afin de libérer des ressources pour financer le vieillissement.

Voilà donc la stratégie qui par le biais du fameux Fonds argenté a été vendue à l'opinion publique belge. J'ai toujours trouvé que cette stratégie était une rêverie. Toutes les études démontrent que le progrès des sciences et des technologies continuera à accélérer l'offre en soins de santé. Nous évoluons vers une véritable économie de la santé. Dès lors, ceux qui affirment que le taux de croissance des soins de santé belges devra néanmoins diminuer de 40%, signent en vérité la fin d'un système de qualité et d'accessibilité. Autrement dit : la norme de croissance pour les moyens publics n'est pas une boussole fiable pour guider le futur de nos soins de santé.

Et puis il y a la dette publique. Nous savons désormais ce qui est en magasin, à savoir rien. Les finances publiques déraillent à grande vitesse. Les faiblesses des politiques du passé et la crise du présent nous coûtent cher. La dette publique croît à nouveau vers les 100% du PIB. Les déficits budgétaires s'accumulent. Le gouvernement fédéral prévoit un premier budget en équilibre en... 2015. Mais à ce moment, la dette devrait être ramenée à 60% du PIB.



*Quelle que soit la norme de croissance, elle sera toujours supérieure aux moyens et inférieure aux besoins. Il faut aborder la question de l'organisation-même des soins de santé.*



La dure réalité budgétaire signifie l'arrêt de mort de la préparation du vieillissement dans notre pays. Les surplus pour libérer des moyens financiers pour les dépenses à venir ne viendront pas. A leur place, nous aurons des déficits et une dette publique de près de 100% du PIB. Aujourd'hui déjà, nous accusons un retard de plus de 20 milliards d'euros dans le trajet d'épargne pour le vieillissement. La note sera encore plus salée dans les années à venir.

C'est donc véritablement « game over ». Notre sécurité sociale n'est pas durable, point. Les soins de santé entrent dans une période cruciale. Les taux de croissance du passé sont trop élevés pour notre potentiel économique mais en même temps insuffisants pour les besoins. Il suffit de regarder la part croissante payée par le patient et les assurances privées, qui pèsent déjà aujourd'hui presque 30% du budget total. La fameuse accessibilité du système belge devient un mythe.

Que faire pour sortir de cette impasse? Les diktats budgétaires ne suffisent plus. Quelle que soit la norme de croissance, elle sera toujours supérieure aux moyens et inférieure aux besoins. Toujours plus deviendra finalement toujours moins. Il faut adresser l'organisation-même des soins de santé. Nous avons besoin de plus de santé avec moins de soins, par une politique poussée de prévention et de qualité. Nous devons fournir plus de soins avec moins de moyens, à travers une organisation plus efficiente. Nous devons structurer la réalité actuelle

## L'obsession budgétaire est condamnée à l'échec dans ce siècle de l'économie de la santé

Un débat ouvert sans dogmes doit éviter que les soins de santé belges ne s'érodent lentement mais sûrement. Ceci est une responsabilité collective. On doit tous sortir de la logique des intérêts et entrer dans la logique de l'audace. L'expertise du secteur peut, inspirée par les bons exemples étrangers, ouvrir la voie du siècle de l'économie de la santé. C'est un énorme défi mais également une occasion en or.

**Marc De Vos**

Directeur van het Itinera Institute  
Docent UGent

*Parue comme carte blanche dans le Journal du médecin*

Onafhankelijke denktank en doetank voor duurzame economische groei en sociale bescherming.  
"Think-tank" et "do-tank" indépendant pour une croissance économique et une protection sociale durables.



Itinera Institute VZW-ASBL

Boulevard Leopold II Laan 184d - B-1080 Brussel - Bruxelles

T +32 2 412 02 62 - F +32 2 412 02 69

info@itinerainstitute.org [www.itinerainstitute.org](http://www.itinerainstitute.org)